L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ET...

PAR BUFFLOT, MAGNE & Cie.

No. 81, rue Chartres.

Journal quotidien..... $12 } *payable d'avance*
Le même pour 6 mois..... 6 50 }

CANDIDATS WHIGS

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS

WILLIAM H. HARRISON

DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS,

JOHN TYLER,

DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 28 JANVIER 1840.

Nous insérons ci-après par le Gouverneur avec l'approbation du Sénat.

ALEXIS MORPHY, } Juges de la Cour
RICH GARLAND. } Suprême.

Le feu a pris hier dans l'après-midi dans le nouvel établissement du marchand situé sur la place St-Antoine. La plus grande partie du tableau a été consumée.

INCENDIE.—Le feu s'est déclaré la nuit dernière, à cette heure et dans notre maison située à l'encoignure des rues St. Jean et Constance, dans le second municipalité. La maison attaquée et celles adjacentes étaient en bois; et la rapidité du feu a été telle qu'en peu d'instants elles sont devenues la proie des flammes. Nous ne savons au juste quel est le nombre des maisons incendiées, et si elles étaient assurées.

SINISTRE.

Nous avons encore à enregistrer un de ces désastres que l'on ne voit ou reproduire que dans notre pays. Le steamer *Lexington*, parti de New-York dans l'après midi de 14, avec environ 150 passagers, a péri corps et biens. Le *Lexington* était éloigné de *Eaton's Neck*, de quelques milles, lorsque des balles de coton qui étaient sur le pont, près du grand tuyau de la cheminée, prirent feu. L'alarme fut aussitôt donnée, mais que les efforts que l'on fit pour arrêter les progrès de l'incendie furent vains, et le pilote de ligne le bateau sur le rivage de Long Island, qu'il aurait pu atteindre sans le temps pour soustraire à la mort les passagers et l'équipage, si un nouvel accident n'était venu enlever aux malheureux qui étaient à bord le dernier espoir qui leur restait: après quelques moments d'angoisses les plus terribles, on découvrit que les cordes du timon étaient brûlées; et tout moyen de gouverner le bateau était dès lors impossible. Trois canots furent mis à la mer et sombrèrent presqu'immédiatement après avoir touché l'eau. On était à deux milles du rivage, lorsque la machine cessa entièrement de fonctionner. Que faire alors? La carguaison consistait principalement en coton; quelques uns des passagers se préparent à se sauver sur des balles jetées à la mer une planche de salut; mais ils furent encore déçus de ce dernier espoir; deux cependant, étant arrêtés sur une balle à sonde la nuit, lorsqu'à 6 heures du matin, l'un d'eux, fatigué par ce long jour et, n'ayant plus assez de force pour résister à la mer, se laissa entraîner et fut rejoindre ses compagnons d'infortune. L'autre resta ainsi jusqu'à 11 heures où il fut pris par un sloop de South Port, avec deux hommes de l'équipage qui s'étaient sauvés sur un débri de bateau. Ces trois personnes sont les seules que l'on croit avoir échappé à la mort, sur 150 passagers et 25 hommes d'équipage qui étaient à bord. Le *Lexington* a sombré à trois heures du matin à quelques milles de Bridgeport.

NAVIRE INCENDIES.

Nous voyons dans le N. Y. *Com Advertiser* du 14, que le trois mats Harold, de Boston, allant de Calcutta à Boston, a été brulé le 26 octobre par 4 30 latitude Sud et 26 32 longitude Ouest. Cinq personnes ont péri dans cet incendie. Le capitaine, un des subrecargues et la majeure partie de l'équipage sont parvenus à gagner la terre avec la chaloupe, à trente milles au Nord de Pernambuco.

HAVANE.

Nous avons reçu par le steamer Columbia, du Havane jusqu'au 22 du courant. Ils ne contiennent rien d'important.

TEXAS.

Nous avons reçu par le steamer Columbia, du Havane et Galveston jusqu'au 22 inclusivement.

Le bill ordonnant la division par sections des terres du Cherokee a été adopté.

Le navire à vapeur, New Castle, qui fesait l'hiver dernier, les traversées entre Mobile et Galveston s'est perdu près de Tampa, le 13 décembre. Deux cents soldats qui étaient à bord sont parvenus à se sauver.

Les Comanches sont entrés à Bexar et ont manifesté le désir de conclure un traité avec le gouvernement. Les mauvaises dénées qu'ils ont essuyées paraissent les avoir découragés; cependant on ajoute peu de foi en leurs bonnes intentions.

Le traité conclu avec la France a été approuvé par le sénat.

Parmi les actes qu'a adoptés le congrès, il en est un ordonnant la construction d'un pénitentiaire.

Il a été fait une nouvelle allocation de $5000 pour terminer le tracé de la ligne de frontière des Etats Unis et du Texas.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

Washington 14 janvier 1840.

La séance de la chambre a été occupée par une discussion concernant la marche à suivre sur la réception des pétitions relatives à l'esclavage. Quelques membres ont soutenu la nécessité de décider une fois pour toutes que le meilleur mode est de les déposer sur le bureau sans discussion; quelques autres ont prétendu que ce serait porter atteinte au droit de pétition. Le vote a donné 138 pour la première opinion et 77 pour la dernière qui a prévalu parce qu'elle n'a pas obtenu la majorité des deux tiers.

Dans le sénat on s'est occupé du bill de la dette très-sérieusement malgré les observations de M. Clay qui voulait en remettre la discussion à quelques jours pour que le débat fût plus animé.

On y a introduit quelques amendements tendant à augmenter le chiffre de quelques sommes votées.

Washington, 15 janv. 1840.

La discussion sur le bill de la dette a été continuée dans la séance d'aujourd'hui. Le président du sénat a proposé que les pétitions fussent reçues sans discussion pour recommander la précédente économie, qui fut tous leurs efforts pour augmenter le traitement des fonctionnaires. M. Benton proposait de porter de $6000 à 4000 le traitement du président de la Nouvelle-Orléans. Le sénat a refusé de maintenir l'augmentation de $1,000 votable, mais il a voté une augmentation de $1,000.

La chambre a repris la discussion du mode de procéder sur les pétitions des abolitionistes et elle durait encore au départ du courrier.

WASHINGTON, 16 janvier 1840.

Il y a eu dans le Sénat un autre débat très animé entre M. Clay et Calhoun, relativement au système de Tariff et à la distribution aux Etats Unis de net produit du revenu des terres.

QUESTION DU MAINE.

On sait que M. Williams, de Maine, avait demandé communication de toutes les pièces relatives à cette affaire.

M. Preston propose d'amender la motion de M. Williams de manière à demander au président des renseignements sur ce qui a été fait depuis 1837 pour faire évacuer le territoire américain par les troupes britanniques.

Sur motion de M. Benton, président du comité des affaires étrangères, l'affaire est renvoyée à demain.

SOUS-TRESORERIE.

M. Benton continue de toutes ses forces la chasse du numéraire; il ne veut pas qu'il soit reçu ni qu'il soit payé un cent autrement qu'en numéraire.

La session entière passe par 24 contre 18 et est renvoyée à lundi pour une adoption définitive.

Les différentes du 17 janvier sont sans importance.

M. DANIEL STURGEON a été élu sénateur des Etats-Unis, en remplacement de M. MCKEAN, dont le terme est expiré.

M. Morton n'a obtenu qu'une majorité d'une voix, sur cent mille qui ont été données. La minorité du comité a fait un contre rapport dans lequel elle nie que M. Morton ait eu la majorité des votes légaux. C'est maintenant à la législature qu'il reste à décider.

Les élections des sénateurs de l'Etat de Massachusetts sont entièrement terminées: cette assemblée se compose aujourd'hui de 39 whigs et de 18 loco-focos.

AFFAIRE DE LA AMISTAD.

Cette affaire est enfin terminée: les abolitionistes l'ont emporté. Le juge de la Cour de District de Connecticut a rendu en dernier définitivo, mardi 14; en voici les principales dispositions:

1o. La Cour de District est compétente;

2o. Les passagers qui ont arrêté la goélette ont droit au sauvetage;

3o. Montauk Ellis n'est point prouvé leur propriété sur les nègres qui sont légalement importés d'Afrique en violation des lois d'espagnoles;

4o. La demande faite par la légation Espagnol de se faire remettre les esclaves pour les faire juger par les autorités Espagnoles est non recevable;

5o. Le nègre Antonio étant créole et ayant manifesté le désir de retourner à la Havane il sera renvoyé d'après les dispositions du traité de 1795;

6o. Les autres Africains seront délivrés au Président des Etats-Unis, en conformité de l'acte du 3 mars 1819, et d'après la loi de 1818, pour être transportés en Afrique.

CHINE.

On a reçu à New York des nouvelles de Canton de cinq jours plus fraîches.

Les affaires sont en suspens dans la capitale de la Chine. Les Anglais attendent des ordres de leur gouvernement qui, d'après l'opinion la plus répandue, devrait faire bloquer les ports chinois. En attendant la contrebande de l'opium se fait, plus forte que jamais, sur les côtes; et l'on pense assez généralement que l'on est trop bien pourvu en faveur de ce commerce et que les côtes ont une étendue trop considérable pour que les autorités puissent jamais empêcher l'introduction de l'opium.

MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES.

Le général Rivera doit avec son armée le 18 octobre, à la pointe de Coello, à environ 12 milles de Montevideo, et les forces du général Echague occupaient les hauteurs opposées. L'on pensait que Rivera ne se hasarderait pas à livrer une bataille générale, mais qu'il chercherait à fatiguer l'ennemi par des combats partiels. La garde de Montevideo est confiée à la milice, qui est composée de 3,000 hommes, et à 1,500 marins français appartenant à l'escadre.

Les généraux de Corrientes s'étaient déclarés en faveur du général Lavalle, qui envahit dernièrement, à la tête de 1,000 hommes, la province d'Entre Rios. Avec deux mille autres, le général Lavalle aurait 4,000 hommes sous ses ordres, et 2,000 hommes tiennent en réserve pour le rejoindre; cet projet est de traverser la province de Parana à Santa Fe et de marcher sur Buenos Ayres.

Le fédéraliste Santa-Cruz indépendamment est arrivé de Rio à Montevideo, et le capitaine du garde Pujol était chargé pour le jour suivant pour Buenos Ayres.

Le change sur l'Angleterre était de 2 1/2 à 3 0/0. Les autres étaient abondants de 27 à 28 cents, et le bœuf de 20 à 22 reales.

SENAT DE LA LOUISIANE,

Présidence de M. Garcia.

Séance du 27 janvier.

Le sénat se réunit conformément à l'ajournement. Les membres présents sont: MM. Garcia, président, Armant, Bonnin, Derbigny, Dumas, Dumas, Durnford, Allard, Hero, Pams, Pamely, Scott, de Baton Rouge, Scott de Félicitana, Thibodeaux et Winn.

Le président nomme au scrutin une lettre du greffier d'Etat relativement à une résolution respectueuse pour demander à la législature de la Floride si elle a reçu et approuvé d'après les dispositions de la loi fédérale.

Le greffier de la chambre des Représentans vient l'informer que la chambre diffère d'opinion d'avec le sénat, quant à la légalité de l'alournement de l'élection, et qu'elle l'invite de rechef à le rendre à la salle de la chambre pour l'objet déjà énoncé.

M. DUCROS propose de concourir.

M. DOWNS pense que cette proposition n'est pas à l'ordre, puisqu'il n'y a devant le sénat aucune résolution, aucun message sortant.

M. DUCROS répliquant que sa motion n'a d'autre portée que d'entendre à l'invitation de la chambre des Représentants.

M. HOA, fait la remarque que cette motion ne saurait être sûre à exécution à moins que la résolution qui vient d'être adoptée ne soit abrogée.

M. ARMANT demande à reconsidérer le vote qu'il a donné.

L'appel nominal étant demandé sur la question de reconsidérer,

MM. Armant, Derbigny, Ducros, Hiriart, Hoa et Thibodeaux, votent dans l'affirmative, et MM. Bonnier, Dumas, Dupré, Porche, Scott de Feliciana, Scott de Baton Rouge et Winn dans la négative. La motion est rejetée.

A la demande de M. Hoa, le sénat siège à huis clos, pour s'occuper d'affaires exécutives, après quoi la séance est levée, et renvoyée à demain à 11 heures du matin.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Séance de lundi 27 janvier 1840.

M. Debreuve présente une pétition de M. Julien de Sotô demandant l'autorisation de construire un pont sur la rivière de l'Est, avec un privilège de trente ans. Renvoyé sur la demande spéciale combinée de MM. Debellevue, Dunbar et Baillio.

M. Thomas présente une pétition de citoyens de Baton-Rouge. Renvoyée au comité des propositions et des réclamations.

M. Lockett présente une pétition de capitaines et de propriétaires de navire demandant que le nombre des peseurs de foin soit augmenté. Renvoyée à un comité spécial composé de MM. Lockett, Gaiennié et Rogers.

Le bill répugnant présente une résolution pour faire considérer tous les amendements faits à un bill comme annexés.

M. C. M. Conrad présente une résolution pour prier le comité des finances de mentionner dans son rapport, pour quelques secours, l'hôpital de charité de la Nouvelle-Orléans. Lue pour la première fois.

M. Davidson présente un mémoire de l'association des Américains de naissance, demandant que la Chambre prenne quelques mesures pour obtenir le rapport des lois sur la naturalisation. Renvoyé à un comité spécial.

M. Lewis, au nom du comité auquel a été renvoyé la pétition du docteur A. L. Pfugh, présente un rapport qui est adopté.

M. Davidson, le bill relatif au collége de Springfield, qui avait été déposé sur le bureau, subit sa troisième lecture et est adopté.

M. Brochear présente un bill pour assurer d'une manière plus efficace l'administration de la justice dans les cours de l'Etat. Renvoyé au comité judiciaire.

M. Derbigny présente un bill relatif au district judiciaire.

M. Guion présente deux bills qui sont renvoyés au comité judiciaire.

La Chambre donne son concours à une résolution adoptée par le Sénat, relative à certain rapport à faire à la société Bayou Chêne. MM. Debellevue, Cousin et Mec sont nommés membres du comité qui doit se réunir à celui du Sénat aussitôt nommé à cette résolution.

Sur motion de M. Davidson, le bill pour venir en secours des W. W. Morris subit sa troisième lecture et est adopté.

L'Orateur soumet à la Chambre un message du gouverneur contenant certains documents indiquant la manière dont il a été disposé des fonds en faveur des municipalités de la Nouvelle-Orléans. Sur motion de M. Kenner, l'impression de ces documents est ordonnée.

Sur motion le secrétaire est chargé d'informer le Sénat que la Chambre est prête à le recevoir pour procéder à l'élection des directeurs, en sus de l'élu, de la Banque de Citoyens. Le Sénat informe la Chambre, par un message, qu'il préfère ne procéder à l'élection dans la séance d'aujourd'hui, et après que le comité sur les banques aura fait son rapport.

L'Orateur appelle l'attention de la Chambre sur le 2e section de la charte de la Banque des Citoyens, approuvée le 30 janvier 1836.

MM. Thomas et C. M. Conrad observent que ce jour est celui fixé par la loi pour procéder à l'élection des directeurs de la Banque des Citoyens, que cependant une section est expressément déclarée impérative, et qu'il ne faut pas supposer que dans des circonstances si graves on ait voulu que dans des semaines, il faudrait donc, d'après le Sénat, retarder l'élection jusqu'à cette époque, ce qui serait illusoire à la loi.

M. Lockett se range de l'avis de ses collègues et propose d'informer le Sénat que la Chambre procédera de demain matin à l'élection des directeurs de la Banque des Citoyens.

Cette résolution est adoptée.

Plusieurs bills subissent leur seconde lecture.

Le bill pour amender l'acte concernant l'organisation de la police de la paroisse de Jefferson subit sa troisième lecture et est adopté.

Le bill pour amender l'acte concernant l'organisation de la police de la paroisse de la Nouvelle-Orléans,